

Entretien avec trois candidats du Parti Pirate aux législatives 2012

Le dimanche 10 juin prochain aura lieu le premier tour des élections législatives françaises.

Dans plus d'une centaine de circonscriptions, vous avez le choix entre aller à la pêche, voter pour un parti *traditionnel* ou, et c'est nouveau, apporter votre voix au Parti Pirate (PP) et ainsi donner de la voix aux thèmes qu'ils soutiennent et qui nous sont chers.

Rencontre avec Carole Fabre (candidate pour la 3ème circonscription de Haute-Garonne), Pierre Mounier et David Dufresne (respectivement candidat et suppléant pour la 15ème circonscription de Paris) que nous connaissions avant qu'ils ne se présentent et qui ont bien voulu répondre à quelques-unes de nos questions.

Espoir et énergie communicative. À force de pousser de tous les côtés, nous finirons bien par faire bouger les lignes ☐



Bonjour à tous les trois, pouvez-vous vous présenter succinctement ?

Carole Fabre (CF) : Actuellement, je fais du conseil formation autour des usages du web, j'essaie d'amener le partage, la collaboration, la réciprocité, les liens, l'éthique, la responsabilité numérique, que ce soit pour la veille, pour l'identité numérique, pour les médias sociaux, pour le management, etc ... Je donne aussi des cours ponctuellement.

David Dufresne (DD) : Punk un jour, punk toujours. Je suis aussi journaliste à l'ancienne, et réalisateur de webdocumentaires. Incapable de tenir une guitare, je pianote sur mon clavier toutes la journée. Ma première connexion remonte à 1994. Je passais par un prestataire américain, CompuServe. On payait en dollars. Et certains mois, la parité franc/dollar jouait de sales tours.

Pierre Mounier (PM) : Je suis professeur de lettres ; je travaille aujourd'hui dans l'édition numérique de sciences humaines et sociales en libre accès.

Qu'est-ce qui, dans votre CV, peut expliquer cet engagement ? Est-ce votre premier pas en politique ? Et dans la vie associative ?

CF : Dès la fin des années 80, j'ai eu un ordinateur personnel et je suis connectée à Internet depuis 1996. J'ai rapidement compris que le numérique allait changer considérablement nos façons de faire et qu'Internet nous ouvrait des voies inédites pour plus de partage et de collaboration.

Petit à petit, il s'est dessiné un chemin nouveau, une autre façon d'envisager les relations humaines, les liens sociaux; la puissance du réseau des réseaux est devenue incontournable. Elle nous a montré une autre voie possible en nous connectant aux autres dans le monde entier, un accès inépuisable aux connaissances, une entraide pour apprendre, l'autonomie pour publier, une voie plus libre, plus responsable !

Mais cette liberté fait peur, surtout à ceux qui dirigent, aux experts, aux enseignants, ..., à tous ceux qui pensent avoir autorité sur d'autres. Alors ils reculent et je n'ai pas envie de reculer mais d'avancer. C'est pourquoi j'ai rejoint le Parti Pirate. Je n'avais jamais envisagé avant de rejoindre un parti politique, les trouvant tous à mille lieues des préoccupations essentielles, les regardant fonctionner avec leurs petits pouvoirs, leurs petites visions, leurs fonctions à privilégier.

Non, la politique ce n'était pas pour moi. Mais la virulence qui s'est accentuée, et

cela dans le monde entier, contre les libertés acquises, numériques ou pas numériques, a fait que j'ai sauté le pas. Insidieusement, certains tentent de faire d'Internet une simple télévision pour consommateur, certains tentent de surveiller et de punir la liberté d'expression, certains tentent de nous mettre en fichiers, certains tentent d'empêcher le partage. Et toutes ces tentatives ricochent par effet induit dans la vie de tous les jours. Vidéosurveillance, vidéo-protection, fichage biométrique, scanners corporels dans les aéroports, brevetage du vivant ... bientôt les marchandises seront plus libres que les humains.

Je ne peux cautionner cela et rester à attendre sans rien faire. La société qui advient est basée sur le numérique, que ce soit la création monétaire, les logiciels boursiers, le vote électronique, ..., toute la communication, tous les échanges. Il est temps de décider ce que l'on désire vraiment comme société.

Une autre raison m'a poussée à me porter candidate. Je milite activement depuis 3 ans pour l'instauration d'un revenu de base pour tous. Et le Parti Pirate français le propose en mesure compatible avec le programme national.

DD : Il y a très longtemps, en 2000, l'un de mes livres était intitulé « Flics et Pirates du Net » (écrit avec Florent Latrive)... Autant dire que la question du « piratage » me travaille depuis un certain temps. A dire vrai, depuis 18 ans maintenant, mon travail se partage entre le Net et les questions liées aux libertés (individuelles, collectives).

La nuit, je milite pour un Net ouvert et non marchand; le jour, je réalise des films et écrit des enquêtes sur la police, la justice. Le Parti Pirate rejoint mes deux préoccupations, en quelque sorte. Oui, premier engagement au sens engagement-parti-politique; oui, première carte politique. Pour être franc: je suis le premier étonné, moi qui suis d'ordinaire si réfractaire à toute idée de hiérarchie. Mais le PP est assez foutraque, et plein d'énergie, pour être excitant.

PM : je me suis intéressé aux enjeux politiques et sociaux d'Internet et du numérique à partir de la fin des années 90. J'ai créé un site, Homo Numericus, qui m'a permis d'explorer la révolution numérique dans ses différentes dimensions. J'ai bien vu lors des premières lois qui ont été adoptées sur la sujet qu'il y avait un décalage considérable entre les usages réels des internautes et la manière dont la classe politique traditionnelle considère et prétende réguler ces usages.

J'ai été proche de plusieurs associations de défense des libertés sur Internet et j'ai participé à plusieurs des mobilisations à l'occasion du vote sur ces lois. Et à chaque fois, j'ai été déçu par la faiblesse et le manque de retentissement de ces mobilisations. Tout se passe encore comme si les questions politiques liées au numérique relevaient encore d'un autre monde *virtuel* sans prise avec la *vie réelle*. C'est pour cela que j'ai cherché une autre forme d'engagement, qui cherche à prendre pied dans le réel, sur le terrain même des politiques, en établissant un rapport de force, en présentant des candidats aux élections.

Pas n'importe quel engagement : le Parti Pirate. Alors pourquoi lui et pas un autre ? Où se situe son originalité et son espoir ?

CF : Comme une vague générationnelle, le Parti Pirate, présent dans 64 pays, déferle sur le monde ancien. Ce n'est pas un parti enfermé dans ses frontières, il y a quelque chose de beaucoup plus fort, beaucoup plus important que les vaines revendications des autres partis politiques complètement sclérosés, incapables de lever le nez hors de leurs privilèges; Je ressens un souffle de liberté avec le Parti Pirate, d'ailleurs les libertés sont au cœur du programme politique. Liberté, un mot, que l'on a très rarement entendu pendant les présidentielles...

DD : Comme Carole, parce que je crois que le PP peut déferler sur le monde ancien, le bousculer, le hacker et le hâcher menu. Il faudra du temps, il faudra même passer — peut-être ? — par une forme de durcissement du discours, mais c'est jouable. Et plus que tentant. Certains adhérents du PP revendiquent le ni droite ni gauche. Pas moi. Je comprends bien l'idée (« ni droite ni gauche, devant ! »), qui est séduisante sur bien des points, elle reste pour l'heure trop floue. Personnellement, je suis venu au PP pensant y trouver un levier pour hacker la gauche de gauche.

PM : j'ai été conquis par cette idée de démocratie directe qui est au cœur du Parti Pirate. Le Parti Pirate est né de l'Internet. Il en porte la culture politique : horizontal, peu de délégation, ouvert aux contributions de tous, se coordonnant de manière flexible et réactive.

Peut-on vous qualifier de « power user » d'Internet et si oui en quoi cela a pu faciliter le rapprochement avec le Parti Pirate et ses thèmes de prédilection ?

CF : Oui, je dois être « power user », c'est ça ☐ (voir réponses plus haut)

DD : Je suis Interneto-dépendant, littéralement. C'est affreux, et délicieux. J'imagine que bien des lecteurs du Framablog ressentent la même chose. Ma grande (et bonne) surprise a été de voir, en arrivant au PP, que ce n'était pas, justement, les Internauts Anonymes. Tous les sympathisants ne sont pas forcément des « power users ». On est loin de l'image des réunions de Geeks parfois, et c'est très bien ainsi. Ça montre que le PP fédère large.

PM : Oui, c'est évident. Je travaille avec Internet, je vis sur Internet et je considère le cyberspace comme ma patrie d'adoption. Mais en même temps : n'est-ce pas le cas d'un très grand nombre de personnes ? Ne sommes-nous pas tous des power users ?

La plupart des enquêtes le montrent : les usages des nouvelles technologies sont très répandus et intensifs, souvent sur un mode de communication particulier. Tout le secteur tertiaire travaille en permanence sur ordinateur. Les services de communication en ligne ont des millions d'utilisateurs, les smartphones ont un taux de pénétration considérable.

Ce qui est caractéristique de nos trois profils en revanche, c'est que nous sommes des médiateurs : formateur, journaliste et enseignant. Nous ne sommes donc pas nécessairement plus « geeks » que d'autres, mais je crois que nous sommes dans des positions qui nous amènent à avoir une conscience plus aiguë de ces nouveaux usages et de leurs implications politiques.

La « grande presse » a consacré de nombreux articles à la présence du Parti Pirate lors de ces élections. Est-ce déjà un succès en soi et êtes-vous satisfait de la manière dont les journalistes ont parlé de vous ?

DD : La presse a besoin de nouveauté, et il ne faut pas s'y tromper: l'incroyable couverture récente du PP doit beaucoup à cet aspect des choses. Les résultats de dimanche, bien sûr, seront importants pour la suite que la presse voudra bien accorder, ou non, au PP. L'essentiel est que le nom ait circulé dans les rédactions, que le PP se soit fait une petite place, que nous ayons, par exemple, été repris du Figaro à TF1, du Monde à Europe 1, sur la question du vote par Internet des Français de l'étranger, au point que le Quai d'Orsay se soit senti contraint de nous répliquer. Ou que Marianne, en nous rangeant dans les « farfelus », se soit vu immédiatement contredit sur Twitter.

Malgré le retentissement récent, tout reste à faire. Je pense qu'on peut être plus

inventifs, plus percutants, plus pirates. D'autant que nous butons sur un sacré conservatisme de la part des journalistes politiques. Ne pas comprendre que ce qui se joue aujourd'hui d'un point de vue technologique est aussi crucial que les combats écologiques lancés par les Verts est, au mieux, une preuve de cécité de leur part; au pire, une faute professionnelle.

CF : C'est un premier pas. Il est vrai que les succès électoraux en Allemagne nous ouvrent la voie. Localement, c'est assez amusant, la première fois que la Dépêche du Midi nous a cité, ils ont mis PP Parti Populaire... ils n'avaient jamais entendu parler du Parti Pirate !

En général, nous sommes encore trop qualifiés de geeks et d'informaticiens à lunettes, les journalistes ont du mal à voir que nos revendications dépassent largement Internet. Peu signalent par exemple que nous nous engageons à suivre la charte anti-corruption de Anticor. Dès qu'on parle de transparence politique ils sont assez surpris et tentent de nous faire revenir sur le téléchargement ☐

PM : Oui, et je dois avouer que c'est une surprise pour moi. La plupart des mouvements politiques et mouvements sociaux d'un type nouveau traversent une longue période à leurs débuts au cours de laquelle les médias ne leur donnent aucune visibilité et, pire, déforment leur positionnement et leurs propositions. Je trouve que cela n'a pas été trop le cas au cours de cette campagne. J'ai noté beaucoup de curiosité de la part des journalistes qui ont cherché à comprendre sincèrement ce qu'était ce mouvement.

Le meilleur exemple pour moi est l'article d'Yves Eudes dans le Monde qui établit une coupe sociologique objective du mouvement et qui a appris, je crois, beaucoup aux adhérents du Parti Pirate eux-mêmes... Par contre, cet article a été classé dans la rubrique... *Technologies*. C'est caractéristique. L'engouement médiatique a beaucoup été le fait des secteurs culture et technologies de la presse, mais n'a pas encore touché le cœur du cœur du système médiatique : les journalistes politiques de la presse nationale qui ne nous ont pas encore repérés dans leur radar.

Le Parti Pirate a été très actif pour dénoncer le vote électronique des français de l'étranger. En quoi est-ce une affaire importante pragmatiquement et symboliquement parlant ?

CF : Encore une fois, nous comprenons et maîtrisons le numérique et savons que

le numérique c'est piratable □ ... A partir de ce constat, il y a des choses que nous ne pouvons pas faire. Le vote électronique est incontrôlable. Peut-être un jour arriverons nous à sécuriser le vote électronique mais pas actuellement. Au-delà des problèmes techniques et de la non vérification possible par les citoyens, l'ironie est que c'est une entreprise privée d'Espagne qui s'occupe de gérer ce vote ...

DD : À mes yeux, cette affaire constitue un enjeu majeur dans le sens où c'est un peu de la démocratie qu'on confisque, avec des dysfonctionnements patents, une privatisation partielle du vote, une opacité réelle. C'est bien parce que nous défendons Internet que nous nous devons de traquer les abus des pouvoirs publics et des sociétés privées. Le vote électronique des français de l'étranger est apparu au fil des jours pour ce qu'il est : un cheval de Troie.

Les Partis Pirates suédois et allemand ont une longueur d'avance. De plus lors des récentes manifestations contre ACTA on a pu voir l'Est de l'Europe beaucoup plus mobilisée que l'Ouest, France incluse. Y a-t-il une raison à cela et n'est-ce pas un indicateur défavorable quant à ces prochaines élections ?

CF : Même si nous parlons beaucoup d'ACTA entre acteurs du numérique sur Internet et que l'on sent tout de même un revirement positif de la situation au niveau européen, le problème est que la plupart des citoyens n'en ont jamais entendu parler ! Il faut expliquer encore et encore. En tout cas ce n'est vraiment pas au cœur des débats des autres partis politiques pour ces élections, que dis-je au cœur, c'est complètement absent. Et oui, c'est défavorable, car le grand public ne comprend pas encore l'importance de ces enjeux.

DD : La France est un pays terriblement passéiste et passablement frileux. Avec un Front National si fort, et une gauche parlementaire qui a si peur de son ombre, tout semble bloqué. Depuis déjà un paquet de temps, et pour longtemps. Nos voisins, moins auto-centrés, ont compris bien avant nous l'importance de la... révolution numérique. Sincèrement, oui, la bataille ne fait que commencer de ce côté-ci du Rhin. C'est ce qui en fait, aussi, sa beauté: tout est à faire.

PM : Nous sommes un pays technophobe et c'est une malédiction qui nous frappe de manière renouvelée. Beaucoup de gens pensent que la politique s'arrête aux déclarations de principe (le « fétichisme des principes » est une autre de nos

malédiction) et ne voient pas du tout comment il peut y avoir des enjeux politiques dans ce qu'ils considèrent comme des « affaires de garagistes » (sic, citation réelle).

Il y a bien une tradition intellectuelle française qui s'intéresse à la chose technique et à ses enjeux sociaux et politiques ; les encyclopédistes, Saint Simon, Simondon, Latour, Serres. Mais elle est isolée et minoritaire, rarement dominante à chacune des époques considérées. Or, c'est un vrai handicap, alors que nous vivons à une époque complètement dominée par des enjeux techno-scientifiques. Peut-on faire évoluer les mentalités et intéresser les français aux enjeux politiques des choix technologiques ? Je pense que la montée en puissance d'un Parti Pirate en France peut y contribuer.



Cory Doctorow a pu dire qu'il est fondamental de gagner la bataille actuelle contre le copyright car elle fait figure de laboratoire pour les autres batailles à venir entre le citoyen, les multinationales et les états affaiblis. D'accord pas d'accord ?

CF : Entièrement d'accord. Si les droits d'auteur et les brevets ont pu être profitables au XIX^{ème} siècle, ils sont maintenant complètement obsolètes. Nous devons repenser tout cela.

Quand on voit que certains tentent maintenant de breveter aussi le vivant ... c'est impensable de s'approprier nos biens communs, breveter des gènes humains, des gènes animaux, des gènes de plantes. Quelle société cela préfigure t-il ? Avons-

nous envie de tout marquer et de tout jouer en bourse ? Les dégâts sont bien déjà assez suffisants avec le marché des matières premières et des matières alimentaires.

PM : Oui, absolument. La conférence de Cory Doctorow devant le Chaos Computer Club si mes souvenirs sont bons est un moment historique qui a donné un sens politique général à un combat qui pouvait sembler à la fois pointu et un peu secondaire parce que concernant *seulement* la consommation culturelle.

Le logiciel libre est un des pionniers et un des piliers de la révolution à venir. Délire ou prophétie ?

CF : Prophétie, oui ! Quand on voit que près de 95% des serveurs dans le monde sont sous Unix et non pas sous Windows, nous nous devons de demander pourquoi c'est mieux fabriqué. Et comment ça se fabrique. Là encore, la pédagogie est indispensable, peu de personnes savent.

L'autre jour, je me demandais : « et si on ouvrait les codes de la loi et qu'on puisse les améliorer, et même en faire un fork pour simplifier, repartir sur des bases saines et non pas un empilement où plus personne ne comprend plus rien. »
□

Mais sans aller aussi loin, on constate déjà que des initiatives voient le jour dans d'autres domaines que les logiciels : des plans partagés et améliorés de moteur, des systèmes agricoles, des systèmes d'eau potables, etc.

C'est en fait naturel à l'être humain, pouvoir comprendre, contribuer, améliorer, cela s'est toujours fait. La propriété généralisée à toute chose est finalement assez récente dans l'histoire de l'humanité. Si le silex avait été breveté et privatisé, nous ne serions peut-être pas là aujourd'hui. □ Et la roue, hein, la roue...

DD : C'est moins l'outil libre que sa confection qui importe. Ce que le logiciel libre bouleverse, c'est cette forme de société de contribution qu'il annonce. Cette notion de pot commun, de partage, de désintéressement parfois provisoire, qu'importe. Mais nous avons un effort de pédagogie à mener: seule la communauté du Libre sait de quoi il s'agit. Hors de celle-ci, libre et free, gratuit et open source, sont des notions encore mal comprises et qui semblent vidées de leur caractère politique.

PM : Ni l'un ni l'autre : le logiciel libre est aujourd'hui un des piliers fondamentaux de la révolution en cours (et non à venir). Mais cela implique de devoir résoudre des problèmes que pose ce mouvement continu d'élargissement du « libre » à d'autres secteurs d'activités que la conception logicielle.

Et sur ce chemin, la voie est étroite entre une forme d'intransigeance aristocratique et parfois puriste qui empêche la greffe de prendre d'un côté, et ce qui constituerait une dilution tellement importante qu'on n'y retrouverait plus l'esprit originel de l'autre : logiciel libre, art libre, culture libre, creative commons, libre accès, open data, on a là une galaxie qui témoigne d'une dynamique positive. Cette dynamique ne peut exister que parce qu'une certaine souplesse est permise, mais aussi parce qu'un sens et des limites sont données.

Occupy, Anonymous, Indignados, Wikileaks sont des mots clés qui vous parlent ?

CF : Yep ! Tous ces mouvements dénoncent les opacités, les corruptions qui entachent notre civilisation et chacun à leur manière agit soit par Internet, soit dans la rue. Au Parti Pirate, on attaque par un autre biais, on tente de *hacker* la politique.

DD : + 1, Carole. Le Parti Pirate est un allié, sincère, de tous ces mouvements. Ils sont le signe du changement réel, d'une prise de conscience à la fois mondiale et citoyenne. Non violente pour certains, intrusives et hors la loi pour d'autres. Le phénomène des casseroles à Montréal s'inscrit aussi dans cet élan. Et ce n'est pas pour rien que les Anonymous ont infiltré les serveurs de la police canadienne dans le même temps ou diffusé des vidéos gênantes sur la collusion médias-politiques.

PM : Oui. Mais je me permets d'insister sur un fait : toutes ces initiatives qui procèdent de mouvements sociaux de fond n'ont pas encore trouvé de débouché politique. Je crois qu'on a tous un peu vécu sur le mythe qu'un pouvoir en place ne peut résister longtemps à des manifestations, occupations, assemblées populaires, mobilisations citoyennes, révélations compromettantes.

L'expérience politique de ces dernières années est que ce n'est pas tout à fait le cas. Et même lorsqu'il y a alternance, cela ne signifie pas nécessairement que les revendications que portent ces mouvements soient mieux représentées. Il y a donc une situation potentielle de danger avec des mouvements sociaux d'un côté

qui se développent, bouillonnent, élaborent des propositions, et de l'autre un monde politique qui tourne en rond et continue sa petite musique sans que l'un n'arrive à embrayer sur l'autre.

Je ne dis pas que la Parti Pirate soit aujourd'hui en mesure d'être le débouché politique des ces mouvements. Ce serait très prétentieux et inexact. Mais je pense que c'est la direction dans laquelle nous devons aller. Pour moi, un des enjeux après les élections pour le Parti Pirate est de construire patiemment des liens solides avec ces mouvements, et d'autres, pour nourrir sa réflexion et son programme de l'expertise citoyenne qui s'y développe.

L'Europe semble bloquée par « la crise », une économie financiarisée injuste et incontrôlable et des mouvements identitaires de repli sur soi. Est-ce la bonne période pour « faire de la politique autrement” ?

CF : Plus que jamais, et il y a même urgence, tant que nous avons les moyens. La pauvreté, l'injustice amènent aux révoltes et aux guerres, et après il est beaucoup plus difficile d'agir.

DD : Si nous n'avons pas peur de nous-mêmes, si nous arrivons à nous regrouper autour de thèmes forts et précis, c'est déjà le cas en partie, tout est possible. Justement parce que nous sortons totalement des clivages et des raisonnements classiques, tous porteurs de repli.

PM : PLUS QUE JAMAIS. La crise financière et économique est d'abord une crise de la démocratie. La véritable question est moins de savoir quelles seraient les « bonnes » mesures à prendre que de savoir comment faire en sorte que les mesures qui sont prises soient voulues et soutenues par l'ensemble de la population ; en un mot : légitimes. J'ai écrit un billet à ce propos sur notre site de candidats ; je me permets d'y renvoyer.

Il a été dit que la France sous Sarkozy n'aura pas été spécialement brillante du côté d'Internet et des libertés. Votre avis ? Doit-on penser que vous accordez la même défiance au nouveau gouvernement en vous présentant ou bien est-ce au contraire pour le pousser à mettre en avant les thèmes que vous portez ?

CF : Les deux mon capitaine ! Si on peut interagir, aider à la réflexion tant mieux. Nous verrons bien. Personnellement, je n'ai guère confiance en ce nouveau

gouvernement. Même si j'espère qu'il y aura moins de fracture sociale, j'ai bien peur que la notion de liberté et de partage leur échappe. Pierre Lescure, nommé pour la Hadopi, voyons, comment dire ... Et que feront-ils des fichiers de citoyens, des caméras de surveillance, de la biométrie ?

DD : Sur la question des libertés individuelles et collectives, il n'y a aucune raison de laisser un blanc seing à la gauche socialiste. La nomination de Manuel Valls à l'Intérieur est assez claire: il n'y aura pas de rupture ou alors à la marge. J'ai en partie rejoint le PP pour travailler sur ces questions et c'est la raison pour laquelle avec Pierre Mounier, nous avons explicitement défendu notre point de vue dans notre profession de foi.

« Exiger que les procédures parlementaires de contrôle de services comme la Direction centrale du renseignement intérieur soient complètes et renforcées. Faire cesser les dérives d'une police politique au service de l'appareil d'Etat. Ouvrir le débat sur la privatisation du Renseignement (officines, mais pas seulement) et le jeu malsain entre « Services » et opérateurs de téléphonie (ex: fadettes, relevés téléphoniques, etc) / FAI. ». J'ai publié dans Le Monde une tribune sur le sujet.

PM : Pour ma part, je ne parlerai pas (encore) de défiance. Plutôt de méfiance. Le candidat devenu président ne s'est pas beaucoup engagé sur la question et il a même été en net retrait par rapport au programme de son propre parti. Les premiers signes qui ont été envoyés, les premières nominations, comme dit Carole, ne sont pas encourageantes. J'ai bien peur que ce gouvernement ait besoin d'un aiguillon qui constitue une menace électorale suffisamment importante pour qu'il se sente concerné par la question d'Internet et des libertés. On aura compris qui pourrait être cet aiguillon...

Vous donnez-vous le moindre objectif chiffré ou bien, comme disait De Coubertin, l'important ici c'est d'abord de participer car ça n'est qu'une première étape ?

CF : Comme Coubertin, c'est un galop d'essai !

DD : Un tour de chauffe, un moyen de s'aguerrir, d'expérimenter, de se compter, d'apprendre à se connaître, à partager, à travailler ensemble.

PM : C'est bien un galop d'essai, mais aussi un peu plus que cela : nous avons gagné une certaine visibilité dans l'espace public, du fait de la campagne électorale (il faut savoir que nous diffusons grâce à cela un spot télévisé visionné par tous les français, c'est absolument énorme comme caisse de résonance). Du coup, si, au moins dans certaines circonscriptions, nous faisons un score non négligeable, voire gênant pour d'autres formations politiques, cela va changer beaucoup de choses pour la suite. Bref, il y a un vrai enjeu en termes de résultats sur cette élection. Cela vaut le coup de se mobiliser.

Une fois les législatives passées, quel sera le prochain rendez-vous et comptez-vous personnellement poursuivre l'aventure avec le Parti Pirate ?

CF : Si le Parti Pirate continue sur la même lancée avec ouverture, transparence, liberté de chacun des membres, oui ! En 2014, il y a les municipales et surtout les européennes. Il devrait y avoir un programme commun européen, et là nous serons bien plus préparés !

DD : Le PP a vu dans ses rangs arriver de plus en plus de quadras et plus. On peut s'attendre à ce que le PP se dote bientôt d'une épine dorsale qui pourrait faire très mal. Connaissance des rapports de force + énergie bouillonnante = formule magique.

La prochaine étape sera donc interne: comment fusionner toutes ces énergies, les fédérer ? Ensuite, il faudra que le PP prenne part à la vie politique de manière constante, pas uniquement lors des échéances électorales. Pour ce qui est de mon implication, tout va dépendre des discussions et des orientations qui seront prises. Pour l'heure, comment dire, c'est bien parti, quelle aventure !

PM : Oui, j'ai très envie de continuer avec le Parti Pirate au delà de l'échéance. Il y a clairement une dynamique, un élargissement de la base militante, des perspectives de pouvoir faire bouger les choses, enfin !

En conclusion, dimanche 10 juin prochain, le « vote utile » c'est le Parti Pirate ?

CF : C'est le vote de ceux qui n'ont pas froid au yeux et qui arrêtent de penser « de toute façon, on ne peut rien faire ». Le Parti Pirate, c'est la reprise en main de la démocratie.

DD : Utile, heu... j'en sais rien. Protestataire et constructif, pirate et novateur, oui, vraiment.

PM : Le seul vote utile est celui qui est au plus proche des convictions de celui qui vote. que chacun s'informe et vote selon ses convictions. C'est tout ce que nous demandons.

Vous pouvez suivre nos trois candidats sur Twitter : Carole Fabre, Pierre Mounier et David Dufresne.

